

## LE NOUVEAU DEVELOPPEMENTISME ET L'ORTHODOXIE CONVENTIONNELLE\*

Luiz Carlos BRESSER-PEREIRA\*\*

**Résumé :** L'échec des politiques et des réformes néolibérales, qu'on appelle ici « orthodoxie conventionnelle », dans la promotion de la stabilité macroéconomique et de la croissance économique en Amérique Latine a ouvert la voie dans chaque pays à l'essor d'une stratégie nationale de croissance que nous appelons le « nouveau développementisme ». Contrairement au développementisme des années 80, le nouveau développementisme est orienté vers les exportations, rejetant le protectionnisme. Du fait qu'il souhaite un marché et un Etat forts, il soutient une discipline fiscale visant des ressources publiques non-déficitaires. Il est nationaliste parce qu'il vise l'intérêt national et rejette les pressions du Nord, mais il s'agit d'un nationalisme libéral, social et républicain. Il est cependant très différent de l'orthodoxie conventionnelle, en ce sens qu'il rejette la stratégie de croissance comprenant des capitaux étrangers et l'ouverture de comptes, affirme que les taux de change peuvent et doivent être administrés et pense qu'au Brésil une stratégie spéciale est nécessaire pour surmonter les taux d'intérêt élevés/devise appréciée qui rendent instable l'économie brésilienne.

**Mots-clés :** Développementisme, orthodoxie, stratégie nationale, croissance, stabilité macroéconomique.

**Abstract.** The failure of the neo-liberal policies and reforms, here called 'conventional orthodoxy' in promoting macroeconomic stabilization and economic growth in Latin America opened room in each country for the rise of national strategy of growth which we call 'new developmentalism'. Contrary to the old developmentalism of the 1980s, new developmentalism is export oriented, rejecting protectionism. Since it wants a strong market and a strong state, it supports fiscal discipline aiming at positive public savings. It is nationalist, because it is oriented to the national interest, and rejects pressures from the North, but it is a liberal, social and republican nationalism. It differs strongly, however, from conventional orthodoxy because rejects the growth strategy with foreign savings and the opening of capital accounts, says that the exchange rate can and should be administered, and believes that in Brazil a special strategy is required to overcome the high interest rate/appreciated currency which maintains the Brazilian economy unstable.

**Key words:** developmentalism, orthodoxy, national strategy, growth, macroeconomic stability.

---

\* Texte inédit en version française, publié originellement en portugais dans la revue du SEADE *São Paulo em Perspectiva (Sao Paulo en perspective)* 20(1) janvier-mars 2006: Numéro spécial sur le développementisme. Version du texte en portugais du 26 mars 2006. Pour le travail de traduction, ma gratitude à Tamara Landa [Tamara2103@aol.com](mailto:Tamara2103@aol.com).

\*\* Luiz Carlos Bresser-Pereira est Professeur d'Economie et de Théorie Politique à la Fondation Getúlio Vargas, São Paulo. E-mail: [lcbresser@uol.com.br](mailto:lcbresser@uol.com.br) Site web: [www.bresserpereira.org.br](http://www.bresserpereira.org.br). Tous mes remerciements à Yoshiaki Nakano, Fernando Ferrari, José Luis Oreiro et Luís Fernando de Paula, pour leurs commentaires.

Face à l'échec des politiques néolibérales préconisées par les pays riches pour promouvoir la stabilité macroéconomique et le développement, il y a aujourd'hui en Amérique Latine un net mouvement de rejet de l'"orthodoxie conventionnelle". Cela veut dire que les pays plus développés, les démocraties plus solides, retourneront au national-développementisme des années 50 - qui a eu beaucoup de succès dans la promotion du développement, mais qui a fini par subir des distorsions et par aboutir à une impasse -, ou bien pouvons-nous penser en termes d'un "nouveau développementisme"? Dans ce travail, après l'analyse de la crise de la stratégie nationale de développement qu'a été l'ancien développementisme, je ferai la comparaison entre le nouveau développementisme émergent avec sa version antérieure, et avec l'ensemble de diagnostics et de politiques préconisées, voire imposées par les pays riches aux pays en voie de développement, depuis que la vague idéologique néolibérale est devenue dominante dans le monde : l'orthodoxie conventionnelle. Dans la première partie, je discuterai l'ancien développementisme, sa réussite initiale, son dépassement par une série de faits nouveaux et de distorsions, et son remplacement par l'orthodoxie conventionnelle à partir de la fin des années 80. Dans la deuxième partie, je discuterai le nouveau développementisme comme un "troisième discours", situé entre le populisme de la gauche bureaucratique et le néolibéralisme de l'orthodoxie conventionnelle, et dans un troisième moment, l'importance de l'idée de nation et de l'institution "stratégie nationale de développement". Dans la quatrième partie, je ferai la comparaison entre le nouveau développementisme et l'ancien. Dans la cinquième, il sera question de la comparaison entre le nouveau développementisme et l'orthodoxie conventionnelle. Dans la sixième, j'apporterai des compléments, présentant le trépied de la politique de développement et le développementisme, et le trépied de politique macroéconomique conventionnelle et développementiste.

## **I. L'ANCIEN DEVELOPPEMENTISME ET SA CRISE**

Entre les années 30 et 70 le Brésil et les autres pays d'Amérique Latine ont eu des taux de croissance extraordinairement élevés. Ils ont profité de l'affaiblissement du centre pour formuler des stratégies nationales de développement qui, fondamentalement, impliquaient la protection de l'industrie nationale naissante et la promotion de l'épargne forcée par l'Etat. Cette stratégie a reçu le nom de "développementisme" ou "national-développementisme". Par ce nom on tenait à souligner, tout d'abord, que le but fondamental de la politique économique était de promouvoir le développement économique et ensuite que pour cela il était nécessaire que la nation, autrement dit les entrepreneurs, la bureaucratie d'Etat, les classes moyennes et les travailleurs, associés face à la concurrence internationale, définissent les moyens pour atteindre ce but dans le cadre du système capitaliste, ayant l'Etat comme instrument principal de l'action collective. Les remarquables économistes qui ont alors étudié le développement et ont fait des propositions de politique économique, ainsi que les politiciens, les techniciens

du gouvernement et les entrepreneurs plus directement impliqués dans ce processus ont été appelés les “développementistes”, parce que le développement était placé comme étant le but de leur analyse économique et de leur action politique. Les économistes latino-américains qui ont participé, avec un important groupe d'économistes internationaux, à la formulation de la “théorie économique du développement” (*development economics*), étaient liés à trois courants qui se rejoignaient : la théorie économique classique de Smith et Marx, la macroéconomie keynésienne, et la théorie structuraliste latino-américaine.<sup>1</sup> Le développementisme n'était pas une théorie économique, mais une stratégie nationale de développement. Il utilisait des théories économiques disponibles pour formuler, pour chaque pays en développement de la périphérie capitaliste, la stratégie permettant d'atteindre graduellement le niveau de développement des pays centraux. Théories basées sur le marché, parce qu'il n'y a pas de théorie économique qui n'y trouve pas son point de départ, mais aussi des théories d'économie politique qui attribuaient à l'Etat et à ses institutions un rôle central dans la coordination de l'économie. Au développementisme, s'opposaient les économistes néoclassiques qui pratiquaient l'“orthodoxie conventionnelle” – c'est-à-dire, l'ensemble des diagnostics et des politiques économiques et réformes institutionnelles que les pays riches ou du Nord préconisaient aux pays en développement ou du Sud. On les appelait alors les “monétaristes”, à cause de l'accent mis sur le contrôle de l'offre de monnaie pour contrôler l'inflation.

Comme le Brésil était un pays périphérique ou dépendant, dont la révolution industrielle avait eu lieu 150 ans après la révolution anglaise et plus de 100 ans après l'américaine, son extraordinaire développement entre les années 30 et 70 n'a été possible que dans la mesure où la nation brésilienne a été capable d'utiliser son Etat comme instrument pour définir et établir une stratégie nationale de développement, où l'intervention de l'Etat a été significative. Il ne s'agissait pas de remplacer le marché par l'Etat, mais de renforcer ce dernier afin qu'il puisse créer les conditions nécessaires pour que les entreprises en compétition sur le marché puissent investir et pour que leurs dirigeants puissent innover. Tous les pays, à commencer par l'Angleterre elle-même, ont eu besoin d'une stratégie nationale de développement pour réaliser leur révolution industrielle et poursuivre leur développement. L'utilisation d'une stratégie nationale de développement a été particulièrement évidente parmi les pays aujourd'hui développés qui étaient en retard, mais n'ont jamais été des colonies, comme l'Allemagne et le Japon et donc ne se sont jamais caractérisés par la dépendance. Par contre les pays périphériques, comme le Brésil et les autres pays d'Amérique Latine ayant vécu l'expérience coloniale, sont

---

<sup>1</sup> Au Brésil, les deux principaux économistes de la théorie économique du développement courant étaient Celso Furtado et Ignácio Rangel. Vu la projection internationale du premier, il a aussi fait partie du groupe fondateur de la théorie économique du développement, dont on retient en particulier les noms de Ronsentein-Rodan, Arthur Lewis, Ragnar Nurkse, Gunnar Myrdal, Raúl Prebisch, Hans Singer et Albert Hirschman. En anglais, quand on parle de “development economics”, on sait très bien de quoi on parle; en portugais ou espagnol, “théorie économique du développement” semble une expression générique, mais je l'utiliserai ici dans le sens de *development economics* et donc d'un ensemble de théories sur le développement économique apparues dans les années 40, à partir du travail des économistes cités plus haut.

restés idéologiquement dépendants du centre, même après leur indépendance d'un point de vue formel. Aussi bien les pays centraux avec un retard de développement que les ex-colonies ont eu besoin de formuler des stratégies nationales de développement, mais cette tâche a été plus facile pour les premiers. Pour les pays périphériques, il y avait la difficulté supplémentaire d'affronter leur propre "dépendance", c'est-à-dire, la soumission des élites locales aux élites des pays centraux, qui n'avaient d'autre intérêt que leur propre développement. *Développementisme* est le nom donné à la stratégie nationale des pays dépendants, qui ne déclenchèrent leur industrialisation qu'à partir des années 1930, ou alors à partir de la Deuxième Guerre Mondiale. Leur développementisme était nationaliste parce que, pour s'industrialiser, il leur était nécessaire de former leur Etat national. Le nationalisme présent dans le développementisme était l'idéologie de la formation de l'Etat national, l'affirmation que, pour se développer, les pays doivent développer eux-mêmes leurs politiques et leurs institutions, leur stratégie nationale de développement.<sup>2</sup> Même sans utiliser cette dénomination, les pays centraux en retard ont aussi eu recours à des stratégies développementistes, parce qu'ils avaient été nationalistes, utilisant toujours leurs propres critères et non ceux de leurs concurrents pour formuler leurs politiques, utilisant leurs Etats de façon délibérée pour promouvoir leur développement.

Dans les années 40, 50 et 60, les développementistes et les keynesiens constituaient la tendance dominante en Amérique Latine, le 'mainstream'. Les gouvernements adoptaient en particulier leurs théories pour fonder leur politique économique. A partir des années 70, cependant, dans le cadre de la grande vague idéologique néolibérale et conservatrice qui débutait, la théorie keynesienne, la théorie économique du développement et le structuralisme latino-américain ont commencé à être défiés avec succès par les économistes néoclassiques, qui commençaient, pour la plupart, à adopter une idéologie néolibérale. A partir des années 80, dans le cadre de la grande crise de la dette extérieure qui renforce politiquement les pays riches, ces économistes réussissent à redéfinir, en des termes néolibéraux, leurs préceptes concernant les pays en développement. L'idéologie néolibérale concernant ces pays devient hégémonique et s'exprime à travers ce qu'on appelle le Consensus de Washington, mais que je préfère appeler "orthodoxie conventionnelle". Autrement dit, pendant les années 80, la stratégie nationale de développement qu'était le développementisme entre en crise et est remplacée par une stratégie extérieure : l'orthodoxie conventionnelle.

Plusieurs facteurs expliquent ce fait. Dans la mesure où l'ancien développementisme se fondait sur la substitution des importations, il impliquait lui-même les raisons de son propre dépassement. La protection de l'industrie nationale, l'orientation vers le marché et la réduction de l'indice d'ouverture d'une économie, même si elle est relativement

---

<sup>2</sup> Le nationalisme peut être aussi défini, comme l'a fait Gellner, comme l'idéologie qui cherche à doter chaque nation d'un Etat. Celle-ci est une bonne définition, mais caractéristique de l'Europe Centrale. En Amérique Latine, les nations n'étaient pas encore pleinement formées et pourtant ont été dotées d'Etats. Elles étaient cependant incomplètes et leur régime était semi-colonial: avec l'indépendance, la puissance dominante a changé, passant de l'Espagne ou du Portugal à l'Angleterre et à d'autres pays centraux.

importante comme l'économie brésilienne, sont fortement limités par les économies d'échelle. Pour certains secteurs, la protection devient absurde. De ce fait, le maintien du modèle de substitution des importations pendant les années 70 menait les économies latino-américaines à une distorsion profonde. D'autre part, après la phase initiale de substitution des importations dans l'industrie des biens de consommation, la poursuite de l'industrialisation implique une augmentation substantielle de la relation capital - travail, avec deux conséquences : la concentration des ressources dans les mains de quelques-uns et la diminution de la productivité du capital ou de la relation produit-capital. La réponse à la concentration des ressources sera l'expansion de la production de produits de consommation de luxe, configurant ce que j'ai appelé "modèle de sous-développement industrialisé" qui, en plus d'être pervers, porte en lui l'embryon de la rupture de l'alliance nationale pro-développement.

La deuxième raison concerne la rupture, pendant les années 60, de l'alliance nationale qui constituait la base politique du développementisme. L'approche national-développementiste avait comme présupposé la constitution de nations dans chaque pays latino-américain. Ce présupposé était raisonnable car, après une longue période de forte dépendance, suite aux mouvements d'indépendance du début du XIX<sup>ème</sup> siècle, ces pays profitent à partir de 1930 de la crise du Nord pour commencer leurs révolutions industrielles. Fondé sur ce fait, le développementisme proposait que les nouveaux dirigeants industriels se constituent en chaque pays en tant que bourgeoisie nationale, comme cela avait été le cas dans les pays développés et que celle-ci s'associe aux techniciens du gouvernement et aux travailleurs urbains dans la réalisation de la révolution nationale et industrielle. De cette façon, dans chaque pays se constituait ou se renforçait la nation, la société nationale et il lui devenait possible de définir et mettre en place une stratégie nationale de développement ( le développementisme) utilisant l'Etat comme son instrument d'action collective. Cette stratégie était à la fois une proposition et une analyse de la réalité représentée par le processus accéléré d'industrialisation qui avait alors lieu en Amérique Latine. Cependant, la révolution de Cuba de 1959, qui provoque la radicalisation de la gauche, et la crise économique du début des années 60 mènent à la rupture de l'alliance nationale et créent les conditions pour la mise en place de régimes militaires au Brésil, en Argentine, Uruguay et Chili, avec le soutien des entrepreneurs de chaque pays et des Etats-Unis. En conséquence, cette alliance, essentielle pour la constitution de la nation, est rompue et la gauche modérée d'Amérique Latine adhère aux thèses de la "théorie de la dépendance associée", qui rejetait la possibilité d'une "bourgeoisie nationale". Ce faisant, elle rejetait l'idée même de nation et de stratégie nationale de développement, fondement du national-développementisme. La grande crise des années 80 – la crise définitive du modèle de substitution des importations, que le développementisme soutenait depuis les années 40 – l'affaiblit encore plus. A partir de là, le développementisme, encore soutenu par la gauche bureaucratique-populiste qui s'était formée à l'ombre de l'Etat à partir des distorsions subies par cette stratégie de développement, mais sans le soutien des entrepreneurs, de la gauche moderne et d'une partie importante de la bureaucratie d'Etat

elle-même, se trouve peu à peu dans l'impossibilité de faire face à la vague idéologique issue du Nord.<sup>3</sup>

La troisième raison pour le remplacement du développementisme par l'orthodoxie conventionnelle est la force de cette vague idéologique. Au début des années 80, en réponse à la crise de la dette extérieure, l'orthodoxie conventionnelle se constitue peu à peu. Le Plan Baker (1985), ainsi nommé à cause du Secrétaire du Trésor américain, James Baker, complète la définition de nouvelles idées ajoutant à la correction macroéconomique orthodoxe les réformes institutionnelles tournées vers le marché. Le développementisme devient alors la cible d'attaques systématiques. Profitant de la crise économique, résultant en partie du dépassement du modèle de développement et de ses distorsions dans les mains des politiques et des classes moyennes populistes, l'orthodoxie conventionnelle associe au développementisme un terme disqualifié : elle l'identifie au populisme et à l'irresponsabilité en matière de politique économique. A sa place, elle propose des politiques économiques orthodoxes et des réformes institutionnelles néolibérales censées résoudre tous les problèmes. Elle propose aussi que les pays en développement abandonnent le concept obsolète de "nation", adopté par le national-développementisme et acceptent la thèse globaliste selon laquelle, à l'époque de la globalisation, les Etats-nations auraient perdu en autonomie et importance : des marchés libres au niveau mondial, y compris financiers, se chargeraient de promouvoir le développement économique pour tous.

Vingt ans plus tard, nous observons l'échec de l'orthodoxie conventionnelle en ce qui concerne la diffusion du développement économique de l'Amérique Latine. Tandis que, dans la période où le développementisme était dominant, entre 1950 et 1980, la rente *per capita* au Brésil augmentait de presque 4% par an, elle a à partir de là augmenté à un taux quatre fois moins élevé! La performance d'autres pays latino-américains n'a pas été très différente, à l'exception du Chili. Pour la même période, cependant, les pays asiatiques dynamiques, dont la Chine à partir des années 80 et l'Inde à partir des années 90, conservaient ou atteignaient des taux de croissance extraordinaires.

Pourquoi une différence si grande par rapport au taux de croissance? Au niveau plus immédiat des politiques économiques, le problème fondamental concernait la perte de contrôle du prix macroéconomique le plus stratégique dans une économie ouverte : les taux de change. Tandis que les pays latino-américains perdaient ce contrôle par l'ouverture de comptes financiers et voyaient leurs taux de change se valoriser lors de leur acceptation, à partir du début des années 90, de la stratégie de croissance avec épargne extérieure proposée par Washington et New York, les pays asiatiques maintenaient des superavits dans les comptes la plupart du temps, ainsi que le contrôle de leurs taux de change. Au niveau des réformes, tandis que les pays latino-américains acceptaient sans discrimination toutes les réformes libéralisantes, réalisant de façon irresponsable des privatisations de monopoles d'Etat et ouvrant leur compte capital, les

---

<sup>3</sup> J'ai analysé cette crise, qui a été plus largement une crise d'Etat, en Bresser-Pereira (1992) *A Crise do Estado (La crise de l'Etat)*.

asiatiques ont été plus prudents. Cependant, il m'est devenu de plus en plus évident que la différence principale concernait un fait nouveau fondamental : les pays latino-américains ont interrompu leurs révolutions nationales, leurs nations se sont désorganisées, ont perdu leur cohésion et leur autonomie et sont restées, par conséquent, sans une stratégie nationale de développement. Le développementisme a été la stratégie nationale adoptée par les pays d'Amérique Latine, le Brésil en particulier, entre 1930 et 1980. Pendant cette période, surtout entre 1930 et 1960, plusieurs pays latino-américains construisaient fermement leurs nations, ils dotaient enfin leurs Etats formellement indépendants de sociétés nationales capables d'une solidarité fondamentale face à la concurrence internationale. Cependant, l'affaiblissement provoqué par la grande crise des années 80, combiné à la force hégémonique de la vague idéologique commencée aux Etats-Unis dans les années 70, provoque une interruption et une régression de la constitution des nations latino-américaines. Les élites locales ne pensent plus de façon autonome, acceptent les conseils et les pressions du Nord et les pays, sans stratégie nationale de développement, voient leur développement s'arrêter. L'orthodoxie conventionnelle qui remplace alors le national-développementisme n'avait pas été élaborée sur place, ne représentait pas les préoccupations et les intérêts nationaux, mais les visions et les buts des pays riches. Par ailleurs, c'était une proposition négative, caractéristique de l'idéologie libérale, qui supposait la possibilité pour les marchés de tout coordonner de façon automatique et proposait que l'Etat ne joue plus le rôle économique qu'il a toujours joué dans les pays développés : celui de compléter la coordination du marché pour promouvoir le développement économique et l'équité.

Je critique l'orthodoxie conventionnelle depuis qu'elle est devenue dominante en Amérique Latine. J'ai été probablement le premier économiste latino-américain à faire la critique du Consensus de Washington, lors de ma conférence d'ouverture au congrès annuel de l'Association Nationale des Cours de Post-graduation en Economie, en 1990.<sup>4</sup> Ma critique, cependant, a pris une nouvelle dimension à partir du premier semestre de 1999, après quatre ans et demi de participation au gouvernement Cardoso. J'écris alors à Oxford "Incompétence et *confidence building* derrière 20 ans de quasi-stagnation de l'Amérique Latine".<sup>5</sup> Et juste après, renouvelant mon association avec Yoshiaki Nakano, qui revenait aussi d'une expérience de gouvernement, nous avons écrit ensemble "Une stratégie de développement avec stabilité" et "Croissance économique avec épargne extérieure?".<sup>6</sup> Fidèles à l'esprit original du développementisme et à notre formation keynésienne et structuraliste, à travers ces travaux nous avons commencé à faire une critique systématique et radicalement non populiste de l'orthodoxie conventionnelle devenue dominante en Amérique Latine, et à présenter une alternative

---

<sup>4</sup> Bresser-Pereira (1990 [1991]) "A crise da América Latina: Consenso de Washington ou crise fiscal? (La crise de l'Amérique Latine: Consensus de Washington ou crise fiscale?)".

<sup>5</sup> Bresser-Pereira (1999[2001]).

<sup>6</sup> Bresser Pereira et Nakano (2002 et 2002 [2003])

de politique économique.<sup>7</sup> Notre critique montrait que la proposition conventionnelle, bien qu'incluant quelques politiques et réformes nécessaires, n'amorçait pas réellement le développement du pays, mais fixait celui-ci dans une mi-stagnation, incapable de concourir avec les pays plus riches. Et il se trouvait facilement victime de l'une des formes du populisme économique : le populisme cambial.

L'alternative de stratégie économique, présente dans ces travaux de façon implicite ou explicite, ainsi que dans ceux que nous avons écrits ensuite, en plus de ne pas tomber dans les distorsions que le développementisme avait subies dans les mains de ses épigones, ranimait dans la mesure où elle reconnaissait une série de faits historiques nouveaux, qui impliquaient le besoin de réviser la stratégie nationale de développement. Quel nom donner à cette alternative? En début 2003, discutant la question avec Nakano, celui-ci a suggéré l'expression "nouveau développementisme", que j'ai tout de suite acceptée.<sup>8</sup> Je finissais en ce moment l'écriture de la cinquième édition de mon livre *Desenvolvimento e Crise no Brasil (Développement et crise au Brésil)*, et, en plus d'inclure les nouvelles idées, dans le dernier chapitre, "Reprise de la révolution nationale et nouveau développementisme", j'ai utilisé cette expression pour la première fois dans un texte.<sup>9</sup> En 2004, j'ai publié un article avec ce titre dans le journal *Folha de S. Paulo*.<sup>10</sup> Cette même année, João Sicsú, Luiz Fernando de Paula et Renaut Michel organisent le livre *Novo-desenvolvimentismo: Um Projeto Nacional de Crescimento com Equidade Social (Nouveau-développementisme : Un projet national de croissance avec équité sociale)* – qui réunit quelques-uns des meilleurs macroéconomistes de la nouvelle génération. De cette façon, le nouveau développementisme n'était plus une proposition isolée, mais se constituait en un projet plus général.<sup>11</sup>

En quoi consiste le nouveau développementisme? J'en ferai la présentation dans ce travail. Dans la première partie, je le définirai comme un "troisième discours" et une stratégie nationale de développement; dans la deuxième partie, je poserai ses différences par rapport au développementisme des années 50; et dans la troisième, je montrerai

---

<sup>7</sup> En réalité, nous avons déjà initié ce travail dans la pratique, lors de notre passage par le Ministère de Finances (1987), moi en tant que Ministre, lui en tant que Secrétaire de Politique Economique. Nous avons alors mené bataille contre les populistes à l'intérieur du PMDB, en même temps que nous rejetions la simple adoption de l'orthodoxie conventionnelle que le FMI et la Banque Mondiale proposaient au Brésil.

<sup>8</sup> On a soulevé aussi la possibilité d'utiliser l'expression 'orthodoxie développementiste', étant donné que le nouveau développementisme est aussi rigoureux, sinon plus, que l'orthodoxie conventionnelle en matière de discipline fiscale. L'expression orthodoxie suggère cependant un manque de flexibilité et donc de pragmatisme, incompatible avec une stratégie nationale de développement.

<sup>9</sup> Bresser-Pereira (2003: Chapitre 20) "Retomada da revolução nacional e novo desenvolvimentismo" (Reprise de la révolution nationale et nouveau développementisme).

<sup>10</sup> Bresser-Pereira (2004) "O novo desenvolvimentismo" (Le nouveau développementisme).

<sup>11</sup> En ce moment où j'écris (début 2006), Sicsú et de Paula ont soumis à la *Revue d'Economie Politique* un article dont le titre est "Novo Desenvolvimentismo" (Nouveau développementisme), qui doit encore être examiné par des rapporteurs. Un séminaire dirigé par José Luís Oreiro et Luiz Fernando de Paula aura lieu à l'Université Fédérale du Paraná en 2006, dont le thème sera le nouveau développementisme.



comment il représente une critique et une alternative à l'orthodoxie conventionnelle, c'est-à-dire, aux diagnostics, politiques et réformes élaborés en particulier à Washington pour être utilisés dans les pays en développement.

## II. NATION ET NATIONALISME

Le nouveau développementisme, comme le national-développementisme des années 50, suppose en même temps l'existence et met en jeu la formation d'une vraie nation, capable de formuler une stratégie nationale de développement informelle, ouverte, caractéristique des sociétés démocratiques dont les économies sont régies par le marché. La nation est une société de personnes ou de familles qui, partageant un destin commun, réussit à s'organiser sous la forme d'un Etat souverain dans un territoire déterminé. La nation donc, comme l'Etat moderne, n'a de sens que dans le cadre de l'Etat-nation surgi avec le capitalisme. Pour que la nation puisse partager un destin commun, elle doit avoir des objectifs communs, parmi lesquels le développement est historiquement le plus important. D'autres objectifs comme la liberté et la justice sociale sont aussi fondamentaux pour les nations, mais leur surgissement, de même que celui de l'état et du capitalisme, comprennent le développement économique comme partie de leur logique et de leur forme intrinsèque. Nations, états-nations, capitalisme et développement économique sont des phénomènes historiques contemporains et en corrélation de façon intrinsèque. Dans sa forme la plus développée – celle de la globalisation de nos jours – le capitalisme n'a pas comme unités économiques constitutives que les entreprises qui opèrent à niveau international, mais aussi, voire surtout, les états-nations ou états nationaux. Ce ne sont pas les entreprises qui sont en compétition à niveau mondial dans les marchés, comme l'entend la théorie économique conventionnelle : les états-nations sont aussi des concurrents fondamentaux. Le principal critère de réussite des dirigeants politiques de tous les états nationaux modernes est la comparaison de leur croissance économique à celle des autres pays. Un dirigeant a bien réussi du point de vue de son peuple et du point de vue international s'il obtient des taux de croissance meilleurs que les pays considérés comme ses concurrents directs. La globalisation est le stade du capitalisme où, pour la première fois, les états-nations occupent toute la planète et sont en compétition économique entre eux à travers leurs entreprises.

La nation implique une solidarité basique entre les classes quand il s'agit de compétition internationale. Entrepreneurs, travailleurs, fonctionnaires, professionnels de la classe moyenne et intellectuels peuvent être en conflit les uns avec les autres, mais ils savent qu'ils ont un destin commun et que ce destin dépend de la réussite de leur participation à la compétition dans le monde des états-nations. La nation implique donc un accord national. L'accord national est le contrat social de base qui est à l'origine de la nation et lui donne sa force ou cohésion; le grand accord entre les classes sociales d'une société moderne est ce qui lui permet de devenir une vraie nation, c'est-à-dire, une société dotée d'un Etat capable de formuler une stratégie nationale de développement. Le grand accord ou pacte national mis en place au Brésil à partir de 1930 unissait la bourgeoisie

industrielle naissante à la nouvelle bureaucratie ou aux nouveaux techniciens de l'Etat; s'ajoutaient à ceux-ci les travailleurs urbains et des secteurs de l'ancienne oligarchie, mais tournés vers le marché intérieur, comme les éleveurs d'où provenait Vargas. Les adversaires étaient l'impérialisme, représenté en particulier par les intérêts anglais et américains et leur associée, l'oligarchie agraire qui exportait. L'accord plus stratégique dans un Etat-nation moderne est celui qui s'établit entre les entrepreneurs industriels et la bureaucratie d'Etat, où s'incluent les politiques les plus significatifs, mais aussi les travailleurs et les classes moyennes. Il y aura toujours des adversaires intérieurs, identifiés en quelque sorte à l'impérialisme, ou au neo-impérialisme actuel sans colonies et aux groupes locaux collaborationnistes ou globalistes. Dans le cas du Brésil, ce sont les rentiers qui profitent des taux d'intérêts élevés et le secteur financier, qui en reçoit des commissions.

Une nation est toujours nationaliste, dans la mesure où le nationalisme est l'idéologie de la formation de l'Etat national et de sa réaffirmation et consolidation permanentes. Une autre façon de définir le nationalisme consiste à affirmer, comme Ernest Gellner, qu'il est l'idéologie qui cherche la correspondance entre nation et Etat, qui prône l'existence d'un Etat pour chaque nation.<sup>12</sup> Celle-ci est aussi une bonne définition, mais elle est caractéristique d'un penseur originaire de l'Europe Centrale et s'épuise dès le moment où l'Etat-nation se forme – moment où nation et Etat coïncident dans un territoire déterminé et où s'établit formellement un "Etat souverain". Elle ne prend pas en compte alors la phrase célèbre d'Ernest Renan dans sa conférence de 1882 : "**L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours**".<sup>13</sup> Elle n'explique pas comment un Etat-nation peut avoir une existence formelle sans qu'il y ait une véritable nation, comme c'est le cas des pays latino-américains qui, au début du XIXème siècle, ont été dotés d'Etats, non seulement grâce à l'effort patriotique des groupes nationalistes, mais aussi grâce à l'aide de l'Angleterre, qui cherchait à éloigner l'Espagne et le Portugal de la région. De cette façon, ces pays ont été dotés d'un Etat sans posséder de vraies nations, dans la mesure où ils n'étaient plus des colonies mais devenaient dépendants de l'Angleterre, de la France et, plus tard, des Etats-Unis. Pour qu'une nation existe effectivement il est nécessaire que les diverses classes sociales, malgré les conflits qui les séparent, soient solidaires quand il s'agit de concourir à niveau international et utilisent des critères nationaux pour décider de leurs politiques, principalement de leur politique économique et de la réforme de leurs institutions. En d'autres termes, il faut que leurs dirigeants pensent avec leur propre tête au lieu de se consacrer au *confidence building*, et que toute la société soit capable de formuler une stratégie nationale de développement.

---

<sup>12</sup> Gellner, philosophe tchèque réfugié du communisme en Angleterre, a été probablement l'analyste le plus perspicace du nationalisme de la deuxième moitié du XXème siècle: Gellner (1983, 1993).

<sup>13</sup> Ernest Renan (1882 [1992]: 55. Juste avant, Renan affirme: "**Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune**".

Le nouveau développementisme deviendra une réalité quand la société nationale sera une véritable nation. C'est ce qui s'est passé au Brésil entre 1930 e 1980, surtout entre 1930 e 1960. Sous le leadership de Getulio Vargas, l'homme d'Etat que le Brésil a eu au XXème siècle, le pays s'est octroyé les décisions nationales et a formulé une stratégie nationale de développement réussie. Pendant ces trente années (ou 50, si on inclut le régime militaire qui est resté nationaliste, bien qu'ayant établi une alliance politique avec les Etats-Unis contre le communisme), le Brésil est passé de pays agraire à pays industriel, d'une formation sociale mercantiliste à une formation pleinement capitaliste, d'une condition mi-coloniale à celle de nation. La stratégie nationale de développement et l'idéologie qui l'orientait ont reçu le nom de développementisme. Ainsi le processus de définition du nouveau développementisme est aussi celui de la reprise de l'idée de nation au Brésil et dans les autres pays d'Amérique Latine. Il implique donc une perspective nationaliste dans le sens de politiques économiques et d'institutions formulées et mises en place selon le critère principal de l'intérêt national, les auteurs en étant les citoyens de chaque pays. Ce nationalisme ne prétend pas doter la nation d'un Etat, mais rendre cet Etat déjà existant un instrument effectif de l'action collective de la nation, instrument qui permette aux nations modernes, au début du XXIème siècle, de poursuivre de façon solide leurs buts politiques de développement économique, justice sociale et liberté, dans un cadre international de compétition, mais aussi de paix et de collaboration entre les nations. Il implique donc que ce nationalisme soit libéral, social et républicain, c'est-à-dire, qu'il incorpore les valeurs des sociétés industrielles modernes.

### **III. LE “TROISIEME DISCOURS” ET LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT**

Le nouveau développementisme est, en même temps, un “troisième discours”, entre le discours populiste et le discours de l'orthodoxie conventionnelle, et l'ensemble de diagnostics et des idées qui servent de base à la formulation, pour chaque Etat-nation, de sa stratégie nationale de développement. C'est l'ensemble des propositions de réformes institutionnelles et des politiques économiques à travers lesquelles les nations de développement moyen cherchent, au début du XXIème siècle, à atteindre le niveau des pays développés. Comme l'ancien développementisme, il n'est pas une théorie économique : il est fondé essentiellement sur la macroéconomie keynesienne et la théorie économique du développement, mais il est surtout une stratégie nationale de développement. C'est la façon par laquelle des pays comme le Brésil peuvent réussir dans la compétition avec les pays riches et atteindre leur niveau de façon graduelle. C'est l'ensemble d'idées qui permet aux nations en développement de rejeter les propositions et les pressions des pays riches concernant la réforme et la politique économique, telles que l'ouverture totale du compte-capital et la croissance avec épargne extérieure, dans la mesure où ces propositions représentent la tentative de neutralisation néo-impérialiste de leur développement – la pratique de “pousser l'escalier”. C'est la forme par laquelle des entrepreneurs, des techniciens du gouvernement, des travailleurs et des intellectuels peuvent se constituer en une nation

réelle pour promouvoir le développement économique. Je n'inclut pas les pays pauvres dans le nouveau développementisme, non parce qu'ils n'ont pas besoin d'une stratégie nationale de développement, mais parce que les défis qu'ils affrontent et les stratégies qu'ils doivent adopter sont différents, dans la mesure où il leur faut encore réaliser leur accumulation primitive et leur révolution industrielle.

En termes de discours ou d'idéologie, nous avons d'une part le discours dominant, impérial et globalisant, dont l'origine est Washington et qui est adopté en Amérique Latine par la droite néolibérale et cosmopolite, formée en particulier par la classe rentière et le secteur financier.<sup>14</sup> C'est l'orthodoxie conventionnelle : une idéologie exportée vers les pays en développement, une anti-stratégie nationale qui, tout en se proposant de promouvoir généreusement la prospérité des pays de développement moyen, répond en réalité aux intérêts des pays riches de neutraliser la capacité compétitive de ces pays. Ce discours, tel qu'il a été appliqué au Brésil depuis les années 90, comporte quatre affirmations : premièrement, le plus important problème du pays est l'absence de réformes microéconomiques qui permettent le libre fonctionnement du marché ; deuxièmement, même après la fin de la haute inflation inertielle, en 1994, le contrôle de l'inflation demeure le principal objectif de la politique économique ; troisièmement, pour réaliser ce contrôle, les taux d'intérêt seront inévitablement élevés en raison du risque-pays et des problèmes fiscaux ; quatrièmement, "le développement est une grande compétition entre les pays afin d'obtenir de l'épargne extérieure", les déficits en comptes impliqués et la valorisation des taux de change provoquée par les afflux de capital ne devant pas être une source de préoccupation. Il est aujourd'hui bien connu le désastre représenté par ce discours en termes de crise dans la balance des paiements et de baisse de croissance, pour les pays latino-américains qui l'ont adopté à partir de la fin des années 80.<sup>15</sup>

Le discours opposé était celui de la gauche bureaucratique-populiste. Selon cette perspective, les maux du Brésil provenaient de la globalisation et du capital financier, qui imposaient au pays un endettement extérieur et public élevé. La solution était de renégocier la dette extérieure et la dette publique du pays exigeant une grande réduction. Le deuxième mal était l'insuffisance de la demande, qui pouvait être résolue avec une augmentation des dépenses publiques. Le mal le plus important – la distribution inégale de la rente – serait résolu par l'ampliation du système de sécurité sociale de l'Etat brésilien. Cette alternative a été mise en place, par exemple, au Pérou d'Alan Garcia. Au Brésil, elle n'a jamais vraiment été mise en pratique.

Le premier discours répondait aux intérêts du Nord et faisait part de son hégémonie idéologique sur les pays latino-américains. Au niveau local, il provenait en particulier

---

<sup>14</sup> On entend ici par "classe rentière" non plus la classe des grands propriétaires terriens, mais celle des capitalistes inactifs qui vivent de rentes, en particulier des taux d'intérêt. Le "secteur financier", à son tour, en plus de rentiers, est aussi constitué par des entrepreneurs et des cadres qui reçoivent des commissions des rentiers.

<sup>15</sup> Voir Frenkel (2003).

de la classe des rentiers brésiliens, qui vivent essentiellement des intérêts, ainsi que des économistes associés au secteur financier, et était partagé par une large classe moyenne supérieure confuse et désorientée. Le deuxième discours provenait de la classe moyenne inférieure et de secteurs syndicalistes et exprimait la perspective de la vieille gauche bureaucratique. Ni l'un ni l'autre n'avait la possibilité d'atteindre un consensus significatif dans la société brésilienne, vu leur irrationalité et leur caractère partial. Aucune de ces idéologies ne correspondait à l'intérêt national. Y aurait-il un troisième discours capable de parvenir à un consensus important? Sans aucun doute, ce troisième discours est possible et il est en train de se formuler peu à peu : le discours du nouveau développementisme. Ce dernier serait lui aussi une idéologie comme l'orthodoxie conventionnelle et le discours bureaucratique-populiste? Oui et non. Oui, parce que toute stratégie nationale implique une idéologie – un ensemble d'idées et de valeurs orientées vers l'action politique. Non, parce que, contrairement à l'orthodoxie conventionnelle, qui est une simple proposition extérieure, le nouveau développementisme n'a de sens que s'il est fondé sur un consensus intérieur et s'il se constitue ainsi en véritable stratégie nationale de développement. Un consensus total est impossible, mais un consensus qui réunit des entrepreneurs du secteur productif, des travailleurs, des techniciens du gouvernement et des classes moyennes professionnelles – un accord national, donc – se trouve aujourd'hui dans un processus de formation, grâce à l'échec de l'orthodoxie conventionnelle. Ce consensus en formation ne considère la globalisation ni comme une bénédiction, ni comme une malédiction, mais plutôt comme un système de compétition intense entre des Etats nationaux à travers leurs entreprises. Il comprend que dans cette compétition il est fondamental de renforcer l'Etat du point de vue fiscal, administratif et politique, tout en assurant des conditions aux entreprises nationales pour être compétitives au niveau international. Ce consensus reconnaît, comme l'a déjà fait l'Argentine après la crise de 2001, qu'au Brésil, dans le court terme, un taux d'intérêts de court terme extrêmement élevé, décidé par la Banque Centrale, qui pousse vers le haut le taux d'intérêts de long terme en le dissociant du risque-Brésil, représente un obstacle au développement. Il suppose que, pour atteindre le développement, il est fondamental d'augmenter les taux d'investissement, l'Etat devant y contribuer à travers une épargne publique positive, fruit de la contention des dépenses. Enfin, sur un plan plus général, le nouveau développementisme, qui se dessine en tant que stratégie nationale de développement, part de la conviction que le développement, qui trouve un obstacle dans le manque de nation, souffre en outre de la concentration de rente qui, en plus d'être injuste, sert de bouillon de culture à toutes les formes de populisme.

Qu'est-ce qu'une stratégie nationale de développement? Elle est plus qu'une simple idéologie, comme l'orthodoxie conventionnelle, car il s'agit d'un ensemble d'institutions et de politiques orientées vers le développement économique. Elle est moins qu'un projet ou un plan national de développement, parce qu'elle n'est pas formalisée et ne dispose pas d'un document avec une définition précise de buts et des politiques destinées à les atteindre; l'accord entre les classes sociales qu'elle implique n'a ni texte ni signatures. Elle est bien plus parce qu'elle concerne de façon informelle le tout ou une grande partie de la société et montre à tous une voie à être suivie et

certaines orientations très générales à être observées. Malgré le fait de ne pas présupposer une société sans conflits, elle comprend une union raisonnable de tous quand il s'agit de compétition internationale. Elle est plus flexible qu'un projet et prend toujours en compte les actions des adversaires ou des concurrents. Car le facteur qui motive le comportement individuel n'est pas que l'intérêt propre, mais aussi la compétition avec les autres nations. La stratégie nationale de développement concerne tout cela. Le gouvernement et les membres plus actifs de la société civile en sont les meneurs. Son instrument fondamental est l'Etat lui-même, avec ses normes, ses politiques et son organisation. Son résultat, quand un accord large est mis en place, quand la stratégie devient vraiment nationale et la société commence à partager, de façon souple mais effective, des méthodes et des objectifs, c'est l'accélération du développement – une longue période où le pays fait l'expérience de taux élevés de croissance de la rente *per capita* et des standards de vie.

Une stratégie nationale de développement implique un ensemble de variables fondamentales pour le développement économique, réelles et institutionnelles. L'augmentation de la capacité d'épargne et d'investissement de la nation, la façon dont le progrès technique dans la production y est incorporé, le développement du capital humain, le renforcement de la cohésion nationale qui débouche sur un capital social ou une société civile plus forte et démocratique, une politique macroéconomique qui garantit la santé monétaire de l'Etat et de l'Etat-nation, conduisant à des indices d'endettement intérieur et extérieur dans des limites conservatrices, tout cela ce sont des éléments constituant une stratégie nationale de développement. Dans ce processus, les institutions, au lieu d'être de simples abstractions valables pour n'importe quelle situation, sont vues et pensées de façon concrète, historique. La stratégie nationale de développement gagnera en sens et en force quand ses institutions – celles de court terme, que j'appellerai politiques ou politiques publiques, ou celles relativement permanentes (les institutions *stricto sensu*) – répondront aux besoins de la société, lorsqu'elles seront compatibles avec la dotation de facteurs de production de l'économie, ou de façon plus large, avec les éléments qui composent l'instance structurelle de la société.

#### **IV. L'ANCIEN ET LE NOUVEAU DEVELOPPEMENTISME**

Le développementisme des années 50 et le nouveau développementisme se distinguent par rapport à deux variables intervenues au cours de ce demi-siècle : d'une part, des faits historiques nouveaux qui ont changé le cadre du capitalisme mondial, des "trente glorieuses" à la phase de la "globalisation"; de l'autre, les pays de développement moyen, comme le Brésil, ont modifié leur propre stade de développement, ne se caractérisant plus par des industries.

Le changement principal à niveau international a été le passage d'un capitalisme des années d'or ou glorieuses (1945-1975) - où se constituait l'Etat de bien-être et le keynesianisme dominait sur le plan macroéconomique, tandis que la "théorie

économique du développement” (de Lewis, Nurkse, Furtado, Prebisch et Myrdal) dominait sur le plan du développement économique -, à un capitalisme de la globalisation, néolibéral - où les taux de croissance sont moins importants et la compétition entre les Etats-nations est beaucoup plus acharnée. Pendant les “trente glorieuses”, les pays de développement moyen ne représentaient pas encore une quelconque menace pour les pays riches. Depuis les années 70, cependant, avec les NICs et depuis les années 90, avec la Chine, la compétition qu’ils représentaient est devenue bien plus importante : la menace de leur main-d’œuvre bon marché pour les pays riches est devenue plus évidente que jamais. A cette époque les pays riches, en particulier les Etats-Unis, qui avaient besoin d’alliés pendant la Guerre Froide, étaient plus généreux; aujourd’hui, seulement des pays très pauvres d’Afrique peuvent s’attendre à une certaine générosité – et même ceux-là doivent faire attention, parce que la façon dont les pays riches et la Banque Mondiale s’en occupent et orientent leur aide, ou ce qu’ils prétendent être de l’aide, est souvent perverse.

La différence principale à niveau national concerne le fait que l’industrie à cette époque-là était immature ; aujourd’hui elle est déjà une industrie mûre. Le modèle de remplacement des importations a été efficace entre les années 30 et 60 en établissant les bases industrielles des pays de l’Amérique Latine. Toutefois, à partir de la crise des années 60, ces pays auraient déjà dû commencer à réduire le protectionnisme et à s’orienter vers un modèle d’exportation, où le pays se montre capable d’exporter des produits manufacturés de façon compétitive. Ils ne l’ont fait pourtant qu’au moment où la crise des années 80 les y a obligés, souvent de façon pressée et mal planifiée. Ce retard de 20 ans a été une des plus grandes distorsions subies par le développementisme des années 50.

Le nouveau développementisme n’est pas protectionniste. Il suppose que les pays de développement moyen ont déjà surmonté la phase de l’industrie immature et exige des entreprises qu’elles soient compétitives dans tous les secteurs industriels auxquels elles se consacrent, et que, pour certains, elles soient particulièrement compétitives pour pouvoir exporter. Contrairement à l’ancien développementisme, qui a adopté le pessimisme exportateur de la théorie économique du développement, le nouveau ne souffre pas de cette maladie. Comme n’importe quelle autre stratégie de développement, il ne veut pas fonder sa croissance dans l’exportation de produits primaires de basse valeur ajoutée, mais parie au contraire sur la possibilité, pour les pays en développement, d’exporter des produits manufacturés ou des produits primaires de haute valeur ajoutée et définit cette stratégie comme centrale. L’expérience des 30 dernières années a montré de façon évidente que ce pessimisme a été l’un des grands leurre théoriques de la théorie économique du développement. Dès la fin des années 60, les pays d’Amérique Latine auraient dû commencer une transition du modèle de substitution à celui d’exportation, comme l’ont fait la Corée et Taiwan. En Amérique Latine, le Chili a été le premier pays à réaliser ce changement et pour cette raison son développement est fréquemment montré comme un exemple de réussite d’une stratégie néolibérale. En réalité, le néolibéralisme n’a été appliqué pleinement au Chili qu’entre

1973 et 1981, et s'est terminé par une grande crise de balance des paiements en 1982.<sup>16</sup> Le modèle exportateur n'est pas spécifiquement néolibéral, entre autres raisons parce qu'à la rigueur la théorie économique néoclassique, qui est derrière cette idéologie, ne fait pas de place aux stratégies de développement. Les pays asiatiques dynamiques, qui ont adopté une stratégie développementiste depuis les années 50, l'ont doté déjà dans les années 60 d'un caractère exportateur de produits manufacturés et, au moins depuis les années 70, peuvent être considérés comme des pays nouveaux-développementistes. Le modèle exportateur présente deux grands avantages par rapport au modèle de substitution des importations. La première est que le marché pour les industries ne se limite pas au marché interne. Cela est important pour les petits pays, mais il est aussi fondamental pour un pays avec un marché interne relativement grand comme le Brésil. Quant à la deuxième, si le pays adopte cette stratégie, les autorités économiques qui suivent une politique industrielle favorisant leurs entreprises disposent alors d'un critère d'efficacité pour s'orienter : seulement les entreprises suffisamment efficaces pour exporter seront bénéficiées par la politique industrielle. Dans le cas du modèle de substitution des importations, des entreprises très inefficaces peuvent être protégées; dans le cas du modèle exportateur, cette possibilité diminue de façon substantielle.

Le fait que la stratégie du nouveau développementisme n'est pas protectionniste, ne signifie pas que les pays doivent se disposer à une ouverture indiscriminée. Il leur faut négocier des ouvertures en contrepartie, de façon pragmatique, dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce et des accords régionaux. En particulier, cela ne signifie pas que le pays doit renoncer à des politiques industrielles. La place de ces politiques a été réduite par les accords très défavorables de la rencontre de l'OMC à l'Uruguay, mais il y a encore de la place pour ce genre de politiques, pensées de façon stratégique, prenant en considération des avantages comparatifs futurs qui peuvent se confirmer dans la mesure où les entreprises soutenues réussissent.

Le nouveau développementisme rejette les idées équivoquées selon lesquelles la croissance est basée fondamentalement sur la demande et le déficit public, idées devenues populaires dans les années 60 en Amérique Latine. Il s'agit ici d'une des plus graves distorsions subies par le développementisme dans les mains de ses épigones populistes. Les bases théoriques de cette stratégie nationale de développement se trouvent dans la théorie macroéconomique keynesienne et dans la théorie économique du développement, qui à son tour se fonde en particulier sur la théorie économique classique. Keynes a signalé l'importance de la demande ajoutée et a légitimé le recours à des déficits fiscaux en des moments de récession. Il n'a jamais, cependant, soutenu les déficits publics chroniques. Son présupposé a toujours été qu'une économie nationale équilibrée du point de vue fiscal pourrait, pendant une courte période, sortir de l'équilibre pour rétablir le niveau de l'emploi.<sup>17</sup> Des économistes remarquables, comme Furtado, Presbisch et Rangel, qui ont formulé la stratégie développementiste, étaient

---

<sup>16</sup> Voir Dias-Alejandro (1981); French-Davis (2003).

<sup>17</sup> Voir Bresser-Pereira et Dall'Acqua (1991).



keynesians et considéraient l'administration de la demande ajoutée comme un outil important dans la promotion du développement. Mais ils n'ont jamais soutenu le populisme économique des déficits chroniques. Leurs épigones, cependant, l'ont fait. Quand Celso Furtado, face à la grave crise du début des années 60, a proposé le *Plan Triannuel* (1963), il a été considéré par ces suiveurs de deuxième catégorie comme quelqu'un atteint d'une "rechute orthodoxe". En réalité ce que Furtado pensait déjà, et que le nouveau développementisme défend fermement, c'est l'équilibre fiscal. Il le défend non par "orthodoxie", mais parce qu'il sait que l'Etat est l'instrument de l'action collective par excellence de la nation. Or, si l'Etat a un rôle si stratégique, l'appareil d'Etat doit être fort, solide, capable et, de ce fait, ses finances ont besoin d'être équilibrées. Encore plus, il faut que sa dette soit réduite et ses délais longs. Le pire qui puisse arriver à un Etat en tant qu'organisation (l'Etat est aussi un ordre juridique) c'est d'être dans les mains des créanciers, intérieurs ou extérieurs. Les créanciers extérieurs sont particulièrement dangereux, parce qu'ils peuvent à tout moment se retirer du pays avec leurs capitaux. Toutefois, les créanciers intérieurs devenus rentiers, avec l'appui du système financier, peuvent imposer au pays des politiques économiques désastreuses, comme c'est le cas du Brésil.

**Table 1 : Ancien et nouveau développementisme comparés**

<b>Ancien Développementisme</b>	<b>Nouveau développementisme</b>
L'Etat a un rôle central dans l'épargne forcée et l'investissement en des entreprises	L'Etat a un rôle subsidiaire, mais important dans les deux activités
Protectionniste et pessimiste	Exportateur et réaliste
Un certain laisser-aller fiscal	Discipline fiscale
Une certaine complaisance à l'égard de l'inflation	Aucune complaisance à l'égard de l'inflation

La troisième et dernière différence entre le développementisme des années 50 et le nouveau développementisme concerne le rôle attribué à l'Etat dans la promotion de l'épargne forcée et dans la réalisation d'investissements dans l'infrastructure économique. Les deux formes historiques du développementisme attribuent un rôle économique fondamental à l'Etat pour assurer le bon fonctionnement du marché ainsi que les conditions générales de l'accumulation de capital, comme l'éducation, la santé et l'infrastructure des transports, des communications et de l'énergie. Par ailleurs, dans le développementisme des années 50, l'Etat avait un rôle fondamental dans la promotion de l'épargne forcée, contribuant ainsi à ce que les pays complètent leur processus d'accumulation primitive. L'Etat avait aussi le rôle d'investir directement dans les domaines d'infrastructure et d'industrie lourde, où les investissements nécessaires étaient très élevés, le secteur privé ne disposant pas d'une épargne suffisante.

Ce tableau a changé depuis les années 80. Pour le nouveau développementisme, l'Etat peut encore, voire doit promouvoir l'épargne forcée et investir dans certains secteurs stratégiques, mais le secteur privé national a maintenant des ressources suffisantes aussi bien que la capacité de réaliser en bonne partie les investissements nécessaires. Le nouveau développementisme rejette la thèse néolibérale selon laquelle "l'Etat n'a plus de ressources", parce que cela dépend de la forme par laquelle les finances de l'appareil de l'Etat sont administrées. Mais il entend que, dans tous les secteurs où il y a une certaine compétition, l'Etat n'a pas à être l'investisseur, mais plutôt à essayer de défendre et d'assurer la concurrence. Ces investissements étant exclus, il reste encore beaucoup d'autres à être réalisés par l'Etat, financés par l'épargne publique et non par l'endettement.

Pour faire une synthèse, prenant en compte le stade particulier où se trouvent les pays de développement moyen, le nouveau développementisme, par rapport à l'ancien, voit le marché comme une institution plus efficace, plus à même de coordonner le système économique, tout en restant très éloigné de la foi irrationnelle dans le marché de l'orthodoxie conventionnelle.

## V. NOUVEAU DEVELOPPEMENTISME ET ORTHODOXIE CONVENTIONNELLE

Examinons maintenant les différences entre le nouveau développementisme et l'orthodoxie conventionnelle. L'orthodoxie économique conventionnelle, ou savoir économique conventionnel, est constituée par l'ensemble des théories, diagnostics et propositions de politiques que les pays riches offrent aux pays en développement. Son fondement est la théorie économique néoclassique, mais l'orthodoxie conventionnelle ne s'y confond pas parce qu'elle n'est pas théorique, mais plutôt ouvertement idéologique et dirigée vers des propositions de réformes institutionnelles et de politiques économiques. Tandis que la théorie économique néoclassique dominante possède ses bases dans les universités, en particulier les universités américaines, l'orthodoxie conventionnelle provient de Washington, où se trouvent le Trésor des Etats-Unis et les deux agences censées être internationales, mais de fait subordonnées au Trésor : le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, le premier s'occupant de la politique macroéconomique et la deuxième du développement. Secondairement, elle provient de "New York", c'est-à-dire, du siège ou du centre de convergence de grandes banques internationales et des entreprises multinationales. Par conséquent, nous pouvons dire que l'orthodoxie conventionnelle est l'ensemble de diagnostics et de politiques dont la source se trouve à Washington et à New York. L'orthodoxie conventionnelle change avec le temps. A partir des années 80, elle s'identifie au "Consensus de Washington", qui ne peut pas être compris comme la simple liste des 10 réformes ou ajustements rassemblés par John Williamson dans le *paper* qui a donné origine à l'expression. Dans cette liste il y avait aussi des réformes et ajustements

nécessaires.<sup>18</sup> Le Consensus de Washington est en réalité la forme effectivement assumée par l'idéologie néolibérale et globaliste sur le plan des politiques économiques conseillées aux pays en développement. Dans quelques-uns de mes travaux, j'ai distingué le Premier et le Deuxième Consensus de Washington, pour faire remarquer que dans le premier la préoccupation fondamentale concerne l'ajustement macroéconomique rendu nécessaire par la grande crise de la dette extérieure des années 80, tandis que le deuxième, dominant à partir des années 90, prétend être aussi une stratégie de développement fondée sur l'ouverture du compte-capital et sur la croissance avec épargne extérieure, mais les deux forment un seul consensus – celui des pays riches par rapport à leurs concurrents, les pays de développement moyen. L'expression Consensus de Washington peut être utile, mais je lui préfère le terme d'orthodoxie conventionnelle, parce que c'est une expression plus générale, qui présente comme simplement conventionnelle une certaine "orthodoxie".<sup>19</sup> L'orthodoxie conventionnelle est la forme par laquelle les Etats-Unis, sur le plan des politiques et des institutions économiques, expriment leur hégémonie idéologique sur le reste du monde, en particulier sur les pays en développement dépendants, qui ne disposent pas d'une nation suffisamment forte pour faire face à cette hégémonie, comme les pays latino-américains l'ont été traditionnellement. Cette hégémonie se veut "bienveillante", mais elle est en réalité le bras et la parole du néo-impérialisme – c'est-à-dire, de l'impérialisme sans colonies (formelles), établi sous l'égide des Etats-Unis et des autres pays riches après la fin du système colonial classique, juste après la Deuxième Guerre Mondiale.

Dans la mesure où l'orthodoxie conventionnelle est l'expression pratique de l'idéologie néolibérale, elle est l'idéologie du marché contre l'Etat. Tandis que le nouveau développementisme veut un Etat et un marché forts et ne voit pas de contradiction entre les deux, l'orthodoxie conventionnelle veut renforcer le marché à travers l'affaiblissement de l'Etat, comme si ces deux institutions devaient s'annuler entre elles. L'orthodoxie conventionnelle est donc, à partir de la deuxième moitié du XXème siècle, la nouvelle version du *laissez faire* dominant le siècle antérieur. Ignorant que la taille de l'Etat s'est agrandie en termes de charges et d'impositions, aussi bien que du degré de régulation exercé sur le marché, en conséquence de l'augmentation des dimensions et de la complexité des sociétés modernes, ignorant aussi qu'un Etat fort et relativement grand est la condition d'un marché fort et compétitif, l'orthodoxie conventionnelle est la réaction pratique contre cette croissance de l'appareil de l'Etat. Il est vrai que l'Etat a aussi grandi par simple bureaucratisme, pour créer des postes et des emplois pour la bureaucratie, mais l'orthodoxie conventionnelle ne s'intéresse pas à distinguer la croissance légitime de la croissance illégitime de l'Etat. Cette idéologie est celle de

---

<sup>18</sup> Williamson (1990).

<sup>19</sup> Je ne ressens pas de la sympathie à l'égard des orthodoxies, qui sont des formes de renoncement à la pensée, aussi bien que je n'ai pas d'intérêt pour les hétérodoxies quand l'économiste, en s'identifiant en tant qu'hétérodoxe, renonce à voir ses idées et politiques appliquées et se réserve le rôle d'éternelle opposition minoritaire. Le bon économiste n'est pas orthodoxe ni hétérodoxe, mais pragmatique: il sait faire de la bonne politique économique fondée sur une théorie économique ouverte et modeste, qui l'oblige en permanence à penser et à décider en situation d'incertitude.

l'Etat minimal, de l'Etat police, de l'Etat qui ne se préoccupe que de la sécurité interne et externe, laissant au marché la coordination économique, les investissements dans l'infrastructure, voire dans les services sociaux de santé et d'éducation. C'est l'idéologie individualiste qui suppose que tous sont également capables de défendre leurs intérêts. C'est alors une idéologie de droite, des puissants, des plus riches, des mieux élevés – celle de la grande bourgeoisie et de la haute technobureaucratie. Son but est de baisser les salaires réels directs et indirects à travers le manque de protection et la précarité du travail et rendre ainsi les entreprises plus compétitives dans un marché international de pays en développement avec de la main-d'oeuvre bon marché.

La première et la plus générale des différences entre le nouveau développementisme et l'orthodoxie conventionnelle a été présentée dans le dernier paragraphe de la section antérieure. L'orthodoxie conventionnelle est fondamentaliste de marché, elle croit qu'"au principe était le marché", une entité qui coordonne tout de façon optimale si elle est libre; le nouveau développementisme ne l'est pas. Ce dernier considère le marché comme une institution extraordinairement efficace pour coordonner les systèmes économiques, mais reconnaît ses limitations. La distribution des facteurs est la tâche qu'il accomplit le mieux, mais là aussi on trouve des problèmes. L'encouragement des investissements et de l'innovation laisse beaucoup à désirer. Et sur le plan de la distribution de la rente, le mécanisme est en définitif insatisfaisant, parce que les marchés récompensent les plus forts et les plus capables. Tandis que l'orthodoxie conventionnelle reconnaît les failles du marché, mais affirme que les failles de l'Etat, quand celui-ci essaie de les compenser, sont encore pires, le nouveau développementisme rejette ce pessimisme sur la capacité de l'action collective et veut un Etat fort, non aux dépenses du marché, mais pour que ce dernier soit fort. Si les hommes sont capables de construire des institutions pour régler les actions humaines, y compris le marché lui-même, il n'y a pas de raison pour qu'ils ne soient pas capables de renforcer l'Etat en tant qu'appareil ou organisation, rendant son gouvernement plus légitime, ses finances plus solides et son administration plus efficace; les hommes devraient être capables aussi de renforcer l'Etat en tant qu'ordre juridique, rendant ses institutions de plus en plus adéquates aux besoins sociaux. La politique et la démocratie existent exactement pour cela.

Comme une des bases du nouveau développementisme est l'économie politique classique, fondamentalement une théorie de la "richesse des nations", de Smith, ou de l'"accumulation de capital", de Marx, les structures sociales et les institutions sont pour lui d'une importance fondamentale. Par ailleurs, comme le nouveau développementisme adopte une perspective historique du développement, les enseignements institutionnalistes de l'école historique allemande et de l'institutionnalisme américain du début du XX<sup>e</sup> siècle sont une partie fondamentale de sa vision du développement.<sup>20</sup> Les institutions sont donc d'une importance fondamentale et leur

---

<sup>20</sup> L'école historique allemande est représentée par Gustav Schmoller, Otto Rank, Max Weber et, dans une voie différente, par Friedrich List; l'école institutionnaliste américaine est celle de Thorstein Veblen, Wesley Mitchell et John R. Commons.

réforme est un besoin permanent, dans la mesure où, dans les sociétés complexes et dynamiques où nous vivons, il faut que les activités économiques et le marché soient constamment régulés. Le nouveau développementisme est donc réformiste. De son côté, l'orthodoxie conventionnelle, fondée sur la théorie économique néoclassique, ne s'est rendue compte que récemment de l'importance des institutions, lors de l'apparition du "nouveau institutionnalisme". A l'opposé de l'institutionnalisme historique qui, sur le plan du développement économique, voit dans les institutions pré-capitalistes et dans les distorsions du capitalisme des obstacles au développement et qui cherche à développer des institutions qui le promeuvent de façon active, le nouveau institutionnalisme a une proposition simpliste : il suffit que les institutions garantissent la propriété et les contrats ou, de façon plus large, le bon fonctionnement des marchés, que ceux-ci promouvoir le développement de façon automatique. Dans le jargon néolibéral pratiqué, par exemple, par *The Economist*, un gouvernement est bon du point de vue économique s'il est "réformiste" – et être réformiste signifie faire des réformes orientées vers le marché. Pour le nouveau développementisme, un gouvernement sera bon sur le plan économique s'il est "développementiste" – s'il promeut le développement et la distribution de la rente à travers l'adoption de politiques économiques et de réformes institutionnelles orientées, autant que possible, vers le marché, mais corrigeant souvent l'action automatique de ces marchés. En d'autres termes, il est bon s'il dispose d'une stratégie nationale de développement, parce que celle-ci n'est autre chose que cet ensemble d'institutions et de politiques économiques tournées vers le bon fonctionnement des marchés et vers le développement. Pour l'orthodoxie conventionnelle, les institutions doivent se limiter presque exclusivement aux normes constitutionnelles, pour le nouveau développementisme les politiques économiques et, de façon plus large, les régimes de politiques économiques et monétaires sont des institutions qui doivent être réformées, corrigées de façon permanente, dans le cadre d'une stratégie plus générale. En plus des institutions relativement permanentes, des politiques industrielles sont aussi nécessaires. Ce ne sont pas elles qui distinguent fondamentalement le nouveau développementisme de l'orthodoxie conventionnelle, parce que le premier utilise la politique industrielle de façon modérée, il agit de façon simplement stratégique, quand l'entreprise qui a besoin de soutien montre qu'elle a ou qu'elle aura la capacité de concourir à niveau international : une politique industrielle qui finit par se confondre avec le protectionnisme n'est pas acceptable.

Beaucoup de réformes institutionnelles sont communes au nouveau développementisme et à l'orthodoxie conventionnelle. Cependant, les buts sont souvent différents. Prenons par exemple la réforme de la gestion publique. Le nouveau développementisme la favorise, parce qu'il veut un Etat plus capable et plus efficace; l'orthodoxie conventionnelle le fait parce qu'elle voit dans cette réforme l'occasion de diminuer les charges des impôts. Pour le nouveau développementisme, cette conséquence peut être souhaitable, mais il s'agit d'une toute autre question. La charge des impôts est une question politique qui dépend principalement des fonctions que les sociétés démocratiques attribuent à l'Etat et ne dépend que de façon secondaire de l'efficacité des services publics. Dans certains cas, il s'agit d'un problème de mesure. Le nouveau

développementisme est favorable à une économie ouverte du point de vue commercial, compétitive, mais il ne radicalise pas cette idée et sait utiliser les négociations internationales pour obtenir des contreparties, vu que les marchés mondiaux sont loin d'être libres. Dans d'autres cas, la différence est dans l'emphase : aussi bien le nouveau développementisme que l'orthodoxie conventionnelle sont favorables à une plus grande flexibilité des marchés de travail, mais le nouveau développementisme, appuyé sur des expériences en particulier du Nord de l'Europe, ne confond pas flexibilité et absence de protection, tandis que l'orthodoxie conventionnelle rend flexible le travail pour que la force de travail devienne précaire, viabilisant la baisse des salaires.

## VI. DEUX TRIPIEDS COMPARES

Pour comparer le nouveau développementisme et l'orthodoxie conventionnelle, examinons les deux paires de "trépieds" sur lesquels ils s'appuient : une pair de trépieds contradictoires concernant la politique plus générale de développement et deux paires de trépieds concernant la politique macroéconomique.

Le trépied du développement de l'orthodoxie conventionnelle peut être énoncé de la façon suivante : "Un pays se développera sous l'impulsion des forces du marché si : (1) il maintien l'inflation et les comptes publics sous contrôle; (2) il réalise des reformes microéconomiques orientées vers le marché; et (3) il obtient de l'épargne extérieure pour financer son développement, étant donné le manque d'épargne intérieure". Comme alternative, le trépied nouveau-développementiste affirme que : "Un pays se développera en profitant des forces du marché si : (1) il maintien la stabilité macroéconomique; (2) il compte sur des institutions générales qui renforcent l'Etat et le marché, ainsi qu'un ensemble de politiques économiques constituant une stratégie nationale de développement; et (3) il est capable de promouvoir l'épargne intérieure, l'investissement et l'innovation chez les entrepreneurs".

**Table 2 : Trépieds du développement comparés**

<b>Orthodoxie</b>	<b>Nouveau Développementisme</b>
Contrôler l'inflation et les comptes publics	Maintenir la stabilité macroéconomique
Reformer pour renforcer le marché	Reformer pour renforcer le marché et l'Etat et avoir une politique industrielle
Obtenir de l'épargne extérieure	Promouvoir l'épargne intérieure et l'innovation

J'ai déjà discuté l'item (2) des deux trépieds : pour l'orthodoxie conventionnelle les institutions sont statiques, pour le nouveau développementisme elles sont dynamiques, constituant une stratégie nationale de développement. Analysons maintenant l'item (3), parce qu'il conditionne la politique macroéconomique présente dans l'item (1).

Pour l'orthodoxie conventionnelle, le besoin d'une épargne extérieure constitue un point central. Selon Washington et New York, les pays en développement n'arriveront à croître que s'ils comptent sur le capital des pays riches. Ceci est un point central et indiscutable pour l'orthodoxie conventionnelle, c'est un présupposé. Cette orthodoxie affirme : "il est naturel que les pays riches en capital transfèrent leurs capitaux vers les pays pauvres en capital". Cette vision a toujours été dominante parmi les économistes et ceux qui formulent des politiques économiques dans les pays riches. Dans les années 70, pour la première fois, l'épargne extérieure est devenue disponible de façon abondante pour les pays en développement. Les pays en développement ont profité de cette "opportunité" et le résultat a été la grande crise de la dette extérieure des années 80. Au début des années 90, quand la crise de la dette extérieure a enfin été relativement formulée, une nouvelle vague de fluxes de capital vers les pays en développement a commencé, cette fois-ci dans le cadre de la globalisation néolibérale et de l'ouverture, non seulement commerciale, mais aussi du compte-capital. Dans ce contexte, Washington et New York n'ont pas tardé à annoncer la nouvelle vérité : "le développement économique est une grande compétition entre les pays en développement pour savoir qui réussira le plus grand accès à l'épargne extérieure". Les pays qui se sont consacrés de la façon plus active et fidèle au *confidence building*, à la pratique de la construction de la confiance auprès des créanciers de New York et des autorités de Washington, ceux qui suivront au mieux leurs orientations, seront les pays qui se développeront parce qu'ils bénéficieront le plus des ressources extérieures de prêt et d'investissement direct.

Le nouveau développementisme rejette l'idée selon laquelle les pays de développement moyen ont besoin d'épargne extérieure pour leur croissance. Il va même au-delà : il pense que la stratégie de croissance avec épargne extérieure est le substitut idéologique de la loi des avantages comparatives dans le processus de neutralisation du développement des pays de développement moyen. Ce que l'histoire nous apprend est que les pays se développent presque exclusivement avec des ressources internes. A certains moments, quand les opportunités d'investissement sont très grandes, des déficits en compte peuvent accélérer le développement de façon bénéfique, mais ce sont des situations exceptionnelles. Dans des situations normales, le recours à l'épargne extérieure, c'est-à-dire, à des déficits en compte, doit être très limité pour deux raisons. La première est une raison évidente : l'endettement extérieur excessif mène facilement à des crises désastreuses de la balance des paiements. La deuxième est une raison plus sophistiquée, dont l'analyse a été l'objet de mon attention pendant les deux dernières années : les déficits en compte bancaire sont compatibles avec des taux de change appréciés, qui augmentent de façon artificielle les salaires et la consommation et diminuent l'épargne intérieure, de telle façon que, dans des situations normales, où le taux de profit prévu n'est pas particulièrement élevé, l'afflux d'épargne extérieure implique un remplacement important de l'épargne intérieure par l'épargne extérieure. Par conséquent, le pays se développe peu ou rien de tout à court terme en raison de l'afflux de capitaux, tandis qu'il crée une charge en termes de dette et d'obligations

d'envoi de profits et d'intérêts pour les années à venir, ce qui sans doute réduira sa croissance.<sup>21</sup>

Pour l'orthodoxie conventionnelle, la situation des déficits en compte chroniques, à l'endettement extérieur élevé, serait "naturel" pour les pays en développement; pour le nouveau développementisme, cette situation double n'a rien de naturel ou de nécessaire et les pays qui se développent le plus – les pays asiatiques – ont recours de façon très parcimonieuse à l'épargne extérieure. Ils se développent en général avec une "dés-épargne" extérieure, c'est-à-dire, avec des superavits en compte. Ils reçoivent des investissements directs, comme par ailleurs le font aussi les pays riches, non pour financer des déficits en compte, mais comme une contrepartie des investissements à l'extérieur ou de l'augmentation des réserves.

La politique macroéconomique se fonde aussi sur deux trépieds conflictuels. Le trépied conventionnel affirme que : "La stabilité macroéconomique, comprise fondamentalement comme contrôle de l'inflation, sera assurée si : (1) le gouvernement contrôle ses dépenses, atteignant le nécessaire "superavit primaire"; (2) la Banque Centrale a comme seule mission contrôler l'inflation et comme seul instrument le taux d'intérêts, dont le niveau n'est pas important; et (3) le taux de change fluctue dans un cadre d'ouverture de compte-capital". A son tour, le trépied macroéconomique nouveau-développementiste affirme que la stabilité macroéconomique, comprise comme taux d'inflation contrôlée et un bon niveau de plein emploi, sera atteinte si : (1) le gouvernement contrôle ses dépenses et le déficit public et réussit une épargne publique positive pour financer ses investissements; (2) la Banque Centrale a une double mission : le contrôle de l'inflation et l'équilibre de la balance des paiements, ainsi que deux instruments, le taux d'intérêts et le change; et (3) le taux de change est administré pour rester compétitif, utilisant pour cela les contrôles de capital, si nécessaire et le taux d'intérêts reste le plus bas possible, compatible avec la stabilité des prix.

**Table 3 : Trépieds macroéconomiques comparés**

<b>Orthodoxie</b>	<b>Nouveau Développementisme</b>
Obtenir superavit primaire	Obtenir épargne publique
Attribuer à la Banque Centrale une seule mission et un seul instrument	Attribuer à la Banque Centrale une double mission et un double instrument
Ouvrir des comptes-capital et faire flotter le change	Administrer le change utilisant des contrôles de capital si nécessaire

<sup>21</sup> Je fais la critique de la stratégie de croissance avec de l'épargne extérieure depuis le début de cette décennie. Voir en particulier Bresser-Pereira (2002, 2004), Bresser-Pereira et Nakano (2002 [2003]), et Bresser-Pereira et Gala (2005).



Pour les deux approches, la stabilité macroéconomique est fondamentale pour le développement et la discipline fiscale est fondamentale pour cette stabilité, mais la divergence commence par le concept de stabilité. Le niveau d'emploi est un élément fondamental de la vraie stabilité macroéconomique. La loi américaine qui régit la Federal Reserve Bank, établit comme buts non seulement le contrôle de l'inflation et le maintien d'un niveau d'emploi satisfaisant, mais encore une troisième variable : le taux d'intérêts "modéré". Aussi bien le nouveau développementisme que l'orthodoxie conventionnelle veulent le contrôle ferme des comptes publics, mais dans le cas de l'orthodoxie conventionnelle la mesure fondamentale est le superavit primaire. Elle cherche à garantir par ce moyen que la relation dette/PIB n'augmente pas et que les créanciers soient rassurés. Le nouveau développementisme est plus ambitieux : il veut contrôler le déficit public et en plus réussir à constituer une épargne publique positive, qui finance, sinon complètement, au moins une bonne partie des investissements publics nécessaires.

Tandis que l'orthodoxie conventionnelle ne prône qu'une seule mission pour la Banque Centrale – le contrôle de l'inflation –, le nouveau développementisme affirme la nécessité de deux missions : inflation et emploi. Tandis que l'orthodoxie conventionnelle n'envisage pas des limites pour le taux d'intérêts, le nouveau développementisme veut que les autorités monétaires fassent les plus grands efforts pour qu'il reste bas. Enfin, il y a une différence fondamentale concernant le taux de change. Pour l'orthodoxie conventionnelle, le marché se chargera du taux de change, donc chercher à l'administrer, dans le cadre d'un change flottant, est contradictoire et contreproductifs; pour le nouveau développementisme, ceci est le prix macroéconomique le plus stratégique et, avec des restrictions ou dans des limites raisonnables, il doit et peut être administré. Pour administrer le change, il faut que le taux d'intérêts interne soit modéré, de façon à permettre l'achat de réserves quand les afflux de capitaux sont très élevés. A certains moments, il peut se montrer nécessaire de recourir aux contrôles de capital. Le nouveau développementisme est favorable à ces contrôles dans de tels cas, dans la ligne de ce qu'a fait le Chili dans les années 90.

Chacun de ces points mériterait une longue analyse, mais cela dépasse le cadre de cet article. Je me limite alors à observer que le trépied macroéconomique conventionnel est fortement influencé par la stratégie de croissance avec épargne extérieure, devenue dominante dans les années 90. Auparavant, le FMI se préoccupait pour le taux de change et lors de crises de balance de paiements, en plus d'exiger des ajustements fiscaux, il exigeait toujours la dévalorisation du change. A partir des années 90, cependant, le FMI a oublié les déficits en compte (enfin, c'était de l'épargne extérieure...) et les dépréciations de change. L'hypothèse des déficits jumeaux le dispensait de s'inquiéter pour le déficit en compte : il suffisait de se préoccuper pour le superavit primaire. Pendant un certain temps, le FMI préférait parler d'ancres de change et de dollarisation; après l'échec de cette stratégie au Mexique, au Brésil et surtout en Argentine, le FMI s'est tourné vers la pleine fluctuation du change pour résoudre tous les problèmes externes. Le nouveau développementisme critique fortement cette perspective et souhaite un contrôle non seulement des comptes publics de l'Etat

(déficit public), mais aussi des comptes totales de la nation (compte bancaire); il veut non seulement que l'Etat soit peu endetté et présente une épargne publique positive, mais aussi que l'Etat-nation possède des comptes extérieurs qui assurent sa sécurité et son autonomie nationale. Il veut non seulement l'administration du taux d'intérêts, mais aussi celle du taux de change, même dans le cadre d'un régime de change flottant, qu'il n'appelle pas "sale", comme le fait l'orthodoxie conventionnelle, mais "administré".

## VII. CONCLUSION

Quels sont les résultats des deux politiques? Les résultats de l'orthodoxie conventionnelle en Amérique Latine sont bien connus. Au moins depuis 1990, la vérité provenant de Washington et de New York est devenue hégémonique dans cette région caractérisée par la dépendance. Des réformes et des ajustements de toute sorte ont été réalisés, mais il n'y a pas eu de développement. De leur côté, les résultats du nouveau développementisme en Amérique Latine ne peuvent pas être mesurés. Le Chili le pratique, mais il s'agit d'un petit pays et les politiques qu'il adopte sont à mi-chemin entre l'une et l'autre de ces stratégies. L'Argentine de Kirchner et de l'ex-ministre de l'économie Roberto Lavagna est la seule expérience concrète, mais elle est trop récente pour faire l'objet d'une évaluation définitive. Le nouveau développementisme, pourtant, a largement fait ses preuves, parce que c'est bien ce nom qui convient à la stratégie utilisée par les pays dynamiques de l'Asie.

Le nouveau développementisme, aura-t-il des conditions de devenir hégémonique en Amérique Latine, comme l'a été dans le passé le développementisme? L'échec du projet conventionnel me donne la conviction que la réponse est positive. La crise de l'Argentine de 2001 a été un *turning point*: c'était le requiem de l'orthodoxie conventionnelle. Aucun pays n'a adopté de façon plus fidèle ses préceptes, aucun président d'un pays ne s'est autant consacré au *confidence building* que Menem. On en a vu les résultats. D'un autre côté, la pensée du nouveau développementisme se renouvelle. Elle compte avec une nouvelle génération (par rapport à la mienne ou même celle de Nakano) d'économistes de grande qualité qui se forment en particulier au Brésil. En Argentine ou au Chili il y a aussi des économistes éminents qui s'identifient à cette stratégie, comme Osvaldo Sunkel, Aldo Ferrer, Ricardo Ffrench-Davis et Roberto Frenkel. Toutefois, il y a ici un problème d'hégémonie idéologique à résoudre. Les pays d'Amérique Latine ne reprendront le développement viable que si leurs économistes, leurs entrepreneurs et leur bureaucratie d'Etat se souviennent de l'expérience réussie qu'a été l'ancien développementisme et s'ils sont capables de faire un pas en avant. Ils ont déjà fait la critique des erreurs commises et se sont rendu compte des faits historiques nouveaux qui l'ont rendu obsolète. Il leur faut maintenant reconnaître que la révolution nationale qui se réalisait alors, ayant cet ancien développementisme pour stratégie, a été interrompue par la grande crise des années 80 et par la vague idéologique néolibérale provenant du Nord. Il leur faut approfondir le diagnostic de la quasi stagnation provoquée par l'orthodoxie conventionnelle. Il leur faut observer attentivement la stratégie nationale de développement des pays asiatiques dynamiques.

Il leur faut prendre partie à la grande oeuvre collective nationale qu'est la formulation du nouveau développementisme – de la nouvelle stratégie nationale de développement pour leurs pays. Mon avis consiste à dire que cette prise de conscience est en processus. Le développement de l'Amérique Latine a toujours été un développement "national-dépendant", parce que ses élites ont toujours été conflictuelles et ambiguës, tantôt s'affirmant comme nation, tantôt cédant à l'hégémonie idéologique extérieure. Ce processus, cependant, a un élément cyclique et tout indique que le néolibéralisme et l'orthodoxie conventionnelle ont fait leur temps et que de nouvelles perspectives s'ouvrent pour la région.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALEJANDRO, Carlos Diaz (1981) "Southern Cone stabilization plans". In W. Cline and S. Weintraub, eds. (1981) *Economic Stabilization in Developing Countries*. Washington: The Brookings Institution.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos et Fernando DALL'ACQUA (1991) "Populismo econômico versus Keynes: A reinterpretação do déficit público na América Latina". In BRESSER-PEREIRA, org. (1991) *Populismo Econômico*. São Paulo: Editora Nobel: 191-200.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos & Paulo GALA (2005) "Crítica do crescimento com poupança externa". Texte pour Discussion de l'EESP/Fundação Getúlio Vargas 146, novembre 2005.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos & Yoshiaki NAKANO (2002 [2003]) "Crescimento Econômico com Poupança Externa?" *Revista de Economia Política* 22(2) 2003: 3-27. A l'origine, "Economic Growth with Foreign Savings?", exposé au Seventh International Post Keynesian Workshop, Kansas City, Mi., 30 juin 2002.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos & Yoshiaki NAKANO (2002 [2003]) "Crescimento econômico com poupança externa?" *Revista de Economia Política* 22(2) 2003: 3-27. A l'origine, "Economic growth with foreign savings?", exposé au VII International Post Keynesian Workshop, Kansas City, Mi., 30 juin 2002.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos & Yoshiaki NAKANO (2002) "Uma estratégia de desenvolvimento com estabilidade". *Revista de Economia Política* 21(3): 146-177.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (1990 [1991]) "A crise da América Latina: Consenso de Washington ou crise fiscal?" *Pesquisa e Planejamento Econômico* 21(1) abril 1991: 3-23. Ouverture du XVIIIème Congrès de l'ANPEC (Associação Nacional de Pós-Graduação em Economia), Brasília, le 4 décembre 1990.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (1992) *A Crise do Estado*. São Paulo: Editora Nobel.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (1996) "A inflação decifrada". *Revista de Economia Política* 16(4) octobre 1996: 20-35.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (1999[2001]) "Incompetência e confidence building por trás de 20 anos de quase-estagnação da América Latina". *Revista de Economia Política* 21(1) janeiro 2001: 141-166. Exposé au Centre for Brazilian Studies de l'Université d'Oxford, décembre 1999.

- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (2002) “Financiamento para o subdesenvolvimento: O Brasil e o Segundo Consenso de Washington”. In Ana Célia Castro, org. (2002) *Desenvolvimento em Debate: Painéis do Desenvolvimento Brasileiro I*, v.2. Rio de Janeiro: Mauad/BNDES: 359-398. Nouvelle publication avec quelques altérations et un nouveau titre: “O Segundo Consenso de Washington e a quase-estagnação da economia brasileira”. *Revista de Economia Política*, 23 (3) 2003: 3-34.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (2003) *Desenvolvimento e Crise no Brasil: 1930-2003*, cinquième édition. São Paulo: Editora 34.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (2004) “Brazil’s quasi-stagnation and the growth *cum* foreign savings strategy”. *International Journal of Political Economy* 32(4): 76-102.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (2004) “O novo desenvolvimentismo”. *Folha de S. Paulo* du 19 septembre 2004
- CHANG, Ha-Joon (2002 [2004]) *Chutando a Escada*. São Paulo: Editora da Unesp.
- FRENCH-DAVIS, Ricardo (2003) *Entre el Neoliberalismo y el Crecimiento con Equidad* – Troisième édition. Santiago do Chile: J. C. Sáes Editor.
- FRENKEL, Roberto (2003) “Globalización y crisis financieras en América Latina”. *Revista de Economia Política*, 23(3): 94-111.
- GELLNER, Ernest (1983) *Nations and Nationalism*. Ithaca: Cornell University Press.
- GELLNER, Ernest (1993 [2000]) “O advento do nacionalismo e sua interpretação: Os mitos da nação e da classe”. In Gopal Balakrishnan et B. Anderson, orgs. (2000) *Um Mapa da Questão Nacional*. Editora Contraponto: 107-134.
- RENAN, Ernest (1882 [1993]) *Qu’est-ce qu’une Nation?* Paris: Pocket/Agora.
- SICSÚ, João Luiz Fernando de Paula et RENAULT Michel, orgs. *Novo-desenvolvimentismo: Um Projeto Nacional de Crescimento com Equidade Social*. Barueri/SP: Monole/Fundação Konrad Adenauer, 2004.
- WILLIAMSON, John (1990) "The progress of policy reform in Latin America". In WILLIAMSON, John, org. (1990) *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?*. Washington: Institute for International Economics: 353-420.